

**Union européenne - Slovaquie -  
Groupe de Visegrad - Entretien de  
Mme Nathalie Loiseau, ministre  
chargée des affaires européennes,  
avec le site Euractiv.fr**

(Paris, 26 août 2017)

**Q** - Emmanuel Macron s'est rendu cette semaine à Salzbourg, Bucarest et Varna. Quelles sont les retombées de ce déplacement et comment s'inscrivent-elles dans les relations de la France avec l'Europe centrale et orientale ?

**R** - Cette première tournée du président en Europe centrale et de l'Est est un signal fort donné par la France. Notre message c'est que chaque pays européen a sa place et son importance dans les discussions menées sur la refonte du projet européen. Le président Macron a une vision très claire pour une Europe ambitieuse et protectrice. Il a eu la possibilité d'exposer l'agenda de protection qu'il veut porter autour de 4 grands thèmes : la réforme du travail détaché, l'Europe de la défense, la politique de l'asile et de la migration, et les politiques commerciales.

Les discussions qu'il a pu avoir avec ses interlocuteurs en Autriche, en Roumanie et en Bulgarie ont fait apparaître de vraies convergences et une volonté commune d'avancer sur les dossiers importants. La révision de la directive sur les travailleurs détachés en est un, parce qu'elle a des effets pervers et conduit à des fraudes et au dumping social. C'est le contraire de la convergence et de l'harmonisation qui sont l'essence du projet européen. La tournée du président Macron a permis de marquer une étape vers un compromis, nous l'espérons, au cours de l'automne sous présidence estonienne. Les discussions de la semaine dernière ont permis aussi d'avancer sur la sécurité et la défense.

**Q** - Le gouvernement slovaque se dit enthousiaste à l'égard de l'approfondissement de l'intégration européenne, notamment en matière de défense, ou encore s'agissant de la zone euro et des affaires sociales. Il n'a cependant admis qu'une poignée de réfugiés. Vue de Paris, la solidarité dans la crise migratoire fait-elle partie d'une Europe plus intégrée ?

**R** - La volonté résolue des autorités slovaques d'être un élément moteur de l'Union européenne est très appréciée en France. Nous partageons cette volonté de faire avancer l'Europe. Le président Macron le disait il y a quelques jours à l'issue de la rencontre quadripartite à Salzbourg avec les pays du format dit «de Slavkov», il croit «dans l'Europe des ambitions et dans l'Europe des bonnes volontés».

La crise de 2015 a été d'une ampleur exceptionnelle et a conduit à des mesures de solidarité indispensables pour faire face à l'afflux massif de demandeurs d'asile. Cette solidarité, nous la devons aux pays de première entrée, qui sont en première ligne face à l'afflux de migrants pour des raisons qui ne tiennent qu'à leur géographie. Aujourd'hui nous devons nous concentrer sur

la réforme du régime européen de l'asile, le renforcement du contrôle extérieur des frontières et une action efficace pour lutter contre les réseaux de trafic d'êtres humains. Nous travaillons activement en outre avec les pays d'origine des migrants économiques et avec les pays de transit.

Q - La Slovaquie a récemment signé un mémorandum sur la coopération structurée avec l'Allemagne afin de se rapprocher du «noyau dur» européen. La France prévoit-elle elle aussi une initiative visant à intensifier ses relations sectorielles avec les pays d'Europe centrale ?

R - Bénéficier de l'appui, de l'expertise et de l'expérience des autres pour se rapprocher du «noyau dur européen», pour reprendre l'expression de Robert Fico lui-même, est un choix qui me paraît très avisé !

Vous avez noté que le président Macron dès son élection a voulu renforcer nos relations avec les pays d'Europe centrale, qui ont trop longtemps été négligés par les responsables français. Il a eu une première réunion avec les pays du groupe de Visegrad en marge de son premier Conseil européen, à la fin du mois de juin dernier. Sa première tournée européenne, qui vient de s'achever, lui a permis de s'entretenir avec ses homologues autrichien, slovaque, tchèque, roumain et bulgare, des entretiens de travail très concrets qui ont permis d'aborder des sujets qui sont de réelles préoccupations pour les citoyens de nos pays respectifs.

Je m'investis également très directement pour rencontrer le plus rapidement possible tous nos partenaires. Je participerai par exemple au forum stratégique de Bled en Slovénie les 4 et 5 septembre, c'est une enceinte de haut niveau pour discuter des sujets régionaux et des enjeux globaux qui touchent l'Europe centrale et du Sud-est et un lieu d'échanges irremplaçable avec les décideurs de la région. Il me semble que cela manifeste une volonté plus que claire de la France d'intensifier nos relations avec les pays d'Europe centrale.

Q - Le groupe de Visegrad est actuellement divisé entre, d'une part, la République tchèque et la Slovaquie, plus favorables à une intégration européenne approfondie et, d'autre part, la Hongrie et la Pologne. Le groupe de Visegrad reste-il un partenaire fiable pour la France sur le long terme ?

R - Bien sûr. Notre approche est simple: il faut parler, dialoguer, échanger avec tous nos partenaires. Les contacts dans des formats comme le groupe de Visegrad ou d'autres regroupements régionaux ont toute leur place. Ils ne sont pas exclusifs et ne remplacent pas les relations bilatérales fortes que nous voulons développer avec chacun des États membres de l'Union européenne.

(...)/.